

CAP-VERT BON ELEVE DE LA GOUVERNANCE



Ces dernières années, personne n'a hissé aussi haut le drapeau cap-verdien à travers le monde que la chanteuse Cesaria Evora, décédée en 2011. Grâce à la diva de la morna, sorte de blues nostalgique à la sauce locale, les îles du Cap-Vert, au large du Sénégal, ont connu une visibilité surprenante.

Mais il ne s'agit pas que de cela. Ce petit pays de quelque 4 000 km² sort du lot en matière de gouvernance. Il est l'un des rares, en Afrique, où l'alternance au pouvoir n'a jamais été un vœu pieux depuis l'instauration du multipartisme, en 1990. La démocratie fonctionne car il n'y a pas, dans la classe politique, d'hommes enivrés et aveuglés par les fastes du pouvoir.

La Fondation Mo Ibrahim, du milliardaire anglo-soudanais, a d'ailleurs placé le Cap-Vert au deuxième rang de son dernier classement sur la bonne gouvernance en Afrique, juste derrière Maurice.

Le Cap-Vert, dont les ressources naturelles sont très limitées, essaie, dans la mesure du possible, de maintenir la tête hors de l'eau. Depuis janvier 2008, l'archipel est ainsi passé de la catégorie des pays les moins avancés à la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaires. Ce changement de statut a eu pour conséquence l'augmentation de l'aide publique au développement et des prêts concessionnels. Les performances macroéconomiques réalisées ces dernières années sont dues à la poursuite de projets d'infrastructures, à d'importantes réformes qui ont contribué au recul de la corruption et à des passations de marchés transparentes, et à une gestion rigoureuse des dépenses publiques, en dépit d'une diminution des recettes fiscales et des ressources provenant des principaux bailleurs de fonds.

LA FONDATION MO IBRAHIM A PLACÉ L'ARCHIPEL AU DEUXIÈME RANG AFRICAIN.

L'économie cap-verdienne, qui repose pour l'essentiel sur le secteur tertiaire et particulièrement sur le tourisme, en plein développement, croît pourtant assez peu par rapport au reste des pays africains: son PIB a augmenté de seulement 0,5 % en 2013 et 1 % en 2014, le FMI tablant sur 3 % en 2015. Mais ses richesses sont relativement bien redistribuées. Le PIB par habitant du Cap-Vert est de 3 809 dollars en 2014 (environ 3 020 euros), et le pays a instauré, en 2011, un salaire minimum - ce qui est rare sur le continent - d'environ 140 euros. Il a un système de protection sociale qui verse des allocations vieillesse,

invalidité et décès. Malgré tout, le taux de pauvreté ne baisse pas (20 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour) et le chômage, endémique, touche largement les jeunes.

DIASPORA. De fait, les équilibres restent fragiles. Car l'archipel dépend très largement de l'investissement direct étranger (80 % du total des investissements), qui provient pour l'essentiel de la diaspora cap-verdienne (elle compte 400 000 personnes aux États-Unis, 100 000 au Portugal, 35 000 en France, 30 000 au Sénégal...). Quand ces ressources venant de l'extérieur diminuent, le Cap-Vert en pâtit. Parmi les autres obstacles auxquels le pays doit faire face et qui freinent son envol, il y a son éclatement en dix petites îles, la faiblesse du marché intérieur (environ 500 000 habitants), la prédominance du secteur tertiaire, le manque d'industries et la quasi-absence d'investissements dans les secteurs agricole et de la pêche...

Pour le gouvernement cap-verdien et le chef de l'État Jorge Carlos de Almeida

- Population: **0,5 million**
- Croissance démographique: **0,8 %**
- PIB par habitant: **3 809 \$**
- Espérance de vie: **75,1 ans**
- Alphabétisation: **87,58 %**
- Inflation: **0,76 %**
- Indice de développement humain (sur 187 pays): **123^e**
- Investissements directs étrangers: **19 millions de \$**
- Balance courante: **- 5,84 %** du PIB
- Taux de pénétration du téléphone mobile: **100 %**
- Principales exportations: **maquereaux**
- Dernier changement de dirigeant: **2011**
- Croissance du PIB (%)



Fonseca, la priorité reste le secteur tertiaire, avec le tourisme comme moteur de la croissance économique, en même temps qu'un développement des services financiers et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Mais le Cap-Vert compte également tirer profit de la mer et de son environnement avec une approche nouvelle qui privilégie les économies verte et bleue, c'est-à-dire une gestion plus saine du milieu maritime, de la faune et de la flore. ■